

en dépit d'une opposition considérable, mais avec la ferme conviction qu'il avait raison d'agir ainsi.

C'est à partir de ce moment qu'ont commencé à s'exercer des pressions sur le régime d'apartheid, pressions qui ont ensuite été soutenues et intensifiées par les gouvernements des premiers ministres Pearson, Trudeau, Clark et Turner, ce qui est tout à leur honneur.

Si je puis me permettre une digression strictement canadienne, il n'y a pas, à mon avis, ailleurs qu'en Afrique du Sud beaucoup d'hommes d'État qui se sont dévoués de façon aussi constante et aussi concrète à la cause d'un changement fondamental et bénéfique dans ce pays que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures du gouvernement du Canada, le très honorable Joe Clark.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Mulroney: Près d'un quart de siècle après l'intervention de M. Diefenbaker, M. Clark et moi-même avons eu le privilège d'occuper les sièges du Canada à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Nassau en 1985 et à la séance de suivi qui a eu lieu à Londres en 1987.

Là encore, le Commonwealth s'est montré déterminé à appuyer de son leadership et de son autorité morale la campagne internationale contre l'apartheid. Nous avons chargé un groupe de personnalités éminentes, dont faisait partie l'archevêque canadien Ted Scott, de déterminer si Pretoria envisageait sérieusement de procéder à des changements fondamentaux. Quand les propositions exhaustives et mûrement réfléchies du groupe ont été rejetées de façon quand même cavalière par le gouvernement d'Afrique du Sud, tous les pays du Commonwealth, sauf un, ont convenu d'appliquer un programme commun de sanctions économiques et autres.

Ce geste a été plus tard imité par la Communauté européenne, les États-Unis et d'autres pays et la pression sur Pretoria s'est resserrée plus que jamais. Cette politique a été reconfirmée et renforcée aux réunions subséquentes des leaders du Commonwealth à Vancouver et à Kuala Lumpur ainsi qu'aux réunions des ministres des Affaires étrangères tenues sous la présidence de M. Clark à Lusaka, Toronto, Harare, Canberra et Abidjan.

[Traduction]

Les changements politiques que ces sanctions visaient à susciter ont commencé à se produire. Une farouche résistance intérieure, renforcée par les pressions internationales, a fini par convaincre la population blanche de la nécessité d'entreprendre des négociations en vue d'établir un nouveau régime démocratique en Afrique du Sud.

L'Afrique du Sud peut désormais entretenir les plus grands espoirs. Le Congrès national africain et d'autres

organisations politiques y ont maintenant droit de cité. Il y a moins de deux semaines, le président de Klerk a mis fin à l'état d'urgence qui, depuis quatre ans, était imposé partout en Afrique du Sud, sauf dans la province du Natal. On s'attend aussi à ce que le Separate Amenities Act soit abrogé en octobre. Et tous les Sud-Africains ont savouré une victoire, monsieur Mandela, lorsque votre rencontre avec le président de Klerk, au début du mois dernier, a débouché sur un engagement mutuel à lancer un processus de négociation pacifique.

Monsieur Mandela, il est fort heureux qu'une personne aussi extraordinairement douée que vous soit à la tête du mouvement pour l'égalité en Afrique du Sud à ce stade crucial de l'histoire de votre pays. Sortir de prison après tant d'années de détention et conserver, comme vous l'avez fait, une compréhension des raisons qui motivent les actions de vos geôliers est quelque chose de vraiment extraordinaire. Le fait que vous ayez repris votre vie et la direction de votre mouvement sans la moindre amertume ni la moindre animosité en dit long sur votre force de caractère et témoigne éloquemment de la solidité de vos valeurs.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Je pense qu'il est évident que le président de Klerk a lui aussi fait preuve de leadership et de courage en reconnaissant la nécessité d'aborder de front la question cruciale de l'égalité de tous les citoyens devant la loi.

[Français]

Il s'est certes produit de très importants changements ces derniers mois, mais il ne faut pas perdre de vue les réalités quotidiennes et les difficultés qui restent quand même à être surmontées.

L'apartheid dans toute son horreur a encore force de loi en Afrique du Sud. Et les actes de violence commis par certains groupes des communautés blanche et noire menacent d'enrayer les progrès vers un règlement pacifique.

Personne ne devra sous-estimer les difficultés qu'il faudra surmonter. Le temps viendra sans doute, plus tôt que tard nous l'espérons, où un changement évident et, espérons-le, irréversible se produira, qui permettra de relâcher un peu la pression qui a aidé à le provoquer.

[Traduction]

Mais, à ce stade crucial, le gouvernement du Canada et certainement tous les députés estiment que le meilleur moyen de faire avancer la démocratie en Afrique du Sud est de maintenir les sanctions existantes, qui ont contribué notablement au progrès vers la justice sociale dans ce pays.

Des voix: Bravo!